



étaient déjà infiltrés par les comploteurs. Car c'est là le deuxième visage, aussi bien caché que celui d'une femme par la burqua, de la contestation.

Cette dimension secrète, la société civile l'ignorait sans doute ou elle n'en avait pas la juste mesure. Il y avait les acteurs visibles, et en danger permanent, comme Andry Rajoelina lui-même ou Nadine Ramaroson. Ils étaient indéniablement populaires, leur objectif rejoignant les aspirations de la plupart des Malgaches : la recherche d'une équité sociale et la fin des dérapages de plus en plus pénibles de Marc Ravalomanana qui s'en prenait à tout le monde. Cet art de se faire des ennemis a d'ailleurs précipité sa chute. Bien à l'abri et dans l'ombre, les comploteurs suivaient l'évolution du mouvement sans se mouiller. Quand mi-janvier 2009, l'inauguration de la place de la démocratie (voir article : «Le cœur d'Antananarivo bat pour la liberté») a montré l'ampleur de la fronde anti-gouvernementale, les têtes pensantes de la conspiration, dont le but était tout autre, ont commencé à faire du lobbying auprès du jeune Maire. Les conjurés, dont la haine personnelle pour le Président transcendait toute autre considération, voulaient tout simplement sa peau. Ils n'apparaîtront qu'au dernier moment quand ils seront arrivés à leurs fins, sur la tribune du 13 mai, le 14 mars 2009. Ravalomanana finira par réagir dans le bon sens, en présentant ses excuses à la nation et en demandant un référendum (voir article : «Attention aux erreurs d'appréciations fatales»). Trop tard !

Jusque là linéaire, la trajectoire d'Andry Rajoelina allait alors devenir erratique. Ce sera l'auto-proclamation du 31 janvier 2009 (voir article : «Place du 13 mai : lieu de toutes les proclamations historiques»). Quelques jours auparavant, il affirmait pourtant ne pas vouloir du pouvoir. Les hésitations du Maire étaient perceptibles et ses décisions évoluaient au gré du comportement de Ravalomanana. Ce dernier a eu tout faux et a agi exactement comme le désiraient les conspirateurs, le summum de cette manipulation étant le massacre du 7 février devant les caméras de tous les médias internationaux, en particulier français (voir article : «Carnage devant le Palais»). En demandant à la foule d'envahir un Palais présidentiel défendu par la garde, les comploteurs savaient pertinemment que tous les dérapages étaient possibles comme lors du 10 août 1991. D'ailleurs, certains d'entre eux avaient déjà pris part à la planification de cette marche historique désastreuse qui a failli coûter la vie à Albert Zafy et fait des dizaines de morts. Cette fois-ci, il s'en est fallu de peu pour que Roindefo Monja endosse malgré lui le rôle de «martyr». Les «autres» étaient ailleurs pendant que les balles fusaient. Comme lors du Black Monday, les principales victimes furent des personnes des bas-quartiers défavorisés, sciemment sacrifiées. Cela n'enlève en rien la responsabilité de Marc Ravalomanana en tant que chef de l'état.

Andry Rajoelina se trouve maintenant à la croisée des chemins. Le président de la transition unilatérale a émis le désir de visiter l'Assemblée nationale et le Sénat français dans les jours qui viennent. Le cadre de ces temples de la démocratie, représentants l'émanation véritable de la voix du peuple, l'inspirera peut-être et l'amènera à faire le bon choix. Son amour pour Paris place en porte-à-faux le gouvernement français qui ne tient pas à se mettre dos la communauté internationale. Toutes ces rencontres n'ont donc pas de caractère officiel. L'embarras de la France est visible. La seule voie honorable pour Andry Rajoelina, demeure encore et toujours la réconciliation, à l'exemple d'un Nelson Mandela. Cette démarche sauvegardera les intérêts supérieurs de la nation tout en lui apportant la respectabilité. C'est la voie royale préconisée par les grandes démocraties, y compris actuellement en Afghanistan, et que redoutent les conjurés qui ont tout à y perdre. Tout dépend maintenant des capacités morales du jeune dirigeant à résister à leurs pressions...

Photo : [Manifestation des journalistes le 12 janvier 2010 pour protester contre l'arrestation de leurs collègues de Radio Fahazavana le 8 janvier dernier. Ils sont toujours en détention actuellement \(photo Sobika\)](#)

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>